



Kosovo : une déclaration d'indépendance qui déstabilise l'Europe

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 25 février 2008

[WSWS](#) 25 février 2008

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Le parlement du Kosovo a déclaré l'indépendance de la province hier et cela nous rapproche d'une nouvelle guerre sur le sol européen. Cet acte a été préparé et encouragé par les Etats-Unis et les puissances européennes qui savaient pertinemment qu'il aggraverait le conflit avec la Russie.

Le premier ministre du Kosovo, Hacim Thaci a déclaré : « L'indépendance du Kosovo marque la fin de la dissolution de l'ancienne Yougoslavie », tandis que le premier ministre serbe, Vojislav Kostunica, a qualifié le Kosovo de « faux Etat ». On s'attend à ce que cette décision unilatérale de la part du Kosovo obtienne le soutien des Etats-Unis et de l'Union européenne aujourd'hui, malgré l'opposition véhémente de la Serbie et de la Russie qui objectent que cette action représente une rupture ouverte avec le droit international.

Le Kosovo est depuis longtemps au centre d'un conflit acerbe entre le gouvernement serbe et les éléments séparatistes dans la population d'origine albanaise, majoritaire dans ce territoire, représentés en particulier par le KLA (Armée de libération du Kosovo). Ce conflit fut utilisé par les puissances occidentales pour faciliter le démembrement de la République fédérale de Yougoslavie et garantir par là leur domination d'une région considérée comme stratégique du point de vue du contrôle des ressources énergétiques (pétrole et gaz naturel) et minérales de territoires dominés dans le passé par l'Union soviétique.

Le KLA a été secrètement armé et entraîné par les Etats-Unis et l'Allemagne, bien que Washington l'ait désigné comme une organisation terroriste financée par le trafic d'héroïne. En 1996, celui-ci commença de s'en prendre à des unités de la police serbe au Kosovo, déclenchant un conflit militaire avec le régime serbe de Slobodan Milosevic qui entraîna en 1998 une division ethnique de la province. A la mi-1998, le KLA avait pris le contrôle de 25 à 40 pour cent du territoire du Kosovo que les forces serbes lui reprirent par la suite. La défaite imminente du KLA déclencha une intervention directe de l'OTAN en 1999, que l'on justifia par la volonté de s'opposer au nettoyage ethnique et aux atrocités commises par les forces serbes.

La guerre se termina le 10 juin de cette même année après des bombardements aériens tant de l'armée serbe que de toute la Serbie qui durèrent 78 jours. On assista, à la fin de cette guerre, à un face-à-face entre des troupes britanniques et des unités de l'armée russe sur l'aéroport de Prisitina.

Le Kosovo fut placé sous le contrôle des Nations unies mais le règlement de ce contrôle reflétait la lutte intense pour le pouvoir et l'hégémonie régionale opposant les Etats-Unis à

l'Union européenne d'une part et à la Russie de l'autre. Le Kosovo a une population de tout juste deux millions d'habitants, dont la majorité est, ethniquement parlant, albanaise. Mais il reste également au Kosovo une minorité serbe comptant aujourd'hui encore, après plusieurs campagnes de nettoyage ethnique, environ 120 000 personnes.

La résolution 1244 du 10 juin 1999 ordonnait le retrait des forces yougoslaves et le passage du Kosovo sous le contrôle du Conseil de sécurité des Nations unies (dont la Russie est un membre permanent) et de leur mission militaire, KFOR. Elle ne parlait pas d'indépendance et se fondait sur un principe général, « faciliter un processus politique destiné à déterminer le futur statut du Kosovo » et une « solution politique à la crise du Kosovo ». Son préambule parlait explicitement de l'« intégrité territoriale » de la Yougoslavie et l'article 10 de la résolution n'autorise qu'« une autonomie substantielle dans le cadre de la République fédérale de Yougoslavie » et un déploiement de troupes « sous les auspices des Nations unies ».

Mais depuis que l'Occident a arrangé la chute de Milosevic en septembre 2000 et depuis l'avènement de Bush à la présidence des Etats-Unis, Washington a poussé à l'indépendance du Kosovo. Bush a visité l'Albanie en juin dernier et a mis la Russie au défi d'essayer de bloquer l'indépendance au Conseil de sécurité.

C'est là seulement un exemple de la dégradation des relations entre Moscou et Washington. Des conflits se sont développés sur le contrôle des ressources énergétiques du Moyen-Orient et d'Asie centrale, ainsi que sur la menace d'installation par Washington de batteries de missiles en Pologne et d'un système radar en République tchèque faisant partie de son soi-disant « bouclier antimissile ».

Les Etats-Unis ont obtenu le soutien des principales puissances européennes (l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni notamment), utilisant l'Union européenne pour passer outre le Conseil de sécurité et pour arriver à une forme limitée d'indépendance du Kosovo, sur la base d'une proposition élaborée pour les Nations unies par l'ancien président finlandais, Martti Ahtisaari. Les restrictions comportaient soi-disant une supervision internationale du nouvel Etat, une limitation de ses forces armées et un engagement à protéger les Serbes et les autres minorités. Le Kosovo n'a pas le droit de rejoindre un autre pays, c'est-à-dire l'Albanie.

L'Union européenne a déjà donné son accord à l'envoi d'une force de police de 2.000 hommes et à une mission de justice qui devra, à partir du mois de juin, assumer la fonction de contrôle des Nations unies. Le déploiement de ces forces doit être échelonné, mais 1500 policiers, y compris des unités antiémeutes, 250 juges, procureurs et agents des douanes seront en place dès le mois de juin. Ils viendront d'Allemagne d'Italie et des Etats-Unis. Des troupes de l'OTAN continueront d'être stationnées au Kosovo.

La déclaration concernant la mission de l'UE affirme avec culot que l'indépendance du Kosovo respecte l'esprit de la résolution 1244 et qu'« une fois qu'une entité est apparue en tant qu'Etat dans le sens du droit international, une décision politique peut être prise pour reconnaître celle-ci ».

La déclaration d'indépendance a été dénoncée par Moscou et le gouvernement pro-occidental serbe du président Boris Tadic qui n'a pris ses fonctions que la semaine dernière et auquel s'opposent quelques partis nationalistes. Tous deux insistent pour dire que la Serbie est un état souverain et n'a pas accepté l'indépendance du Kosovo. Il n'y n'a aucune

résolution du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant une indépendance du Kosovo et tous deux insistent pour dire qu'une telle décision est, par conséquent, illégale.

Le ministre des Affaires étrangères russe, Sergei Lavrov a déclaré le 12 février : « Ce dont nous parlons ici c'est de la subversion de tous les fondements du droit international, de la subversion des principes qui, au prix d'efforts énormes, de souffrances, de sacrifices et de sang versé par l'Europe, ont été érigés comme base de son existence. » « Nous parlons ici d'une subversion des principes sur lesquels s'appuie l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, des principes inscrits dans les textes fondamentaux des Nations unies ».

Le ministère des Affaires étrangères russe a averti vendredi qu'il devra « tenir compte » de toute déclaration d'indépendance du Kosovo pour ce qui est de sa relation avec les régions voulant se séparer de la Géorgie, tels l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. L'indépendance du Kosovo « présuppose une révision des normes et des principes généralement reconnus du droit international » et qui régissent les mouvements séparatistes de la Moldavie à l'Indonésie, a-t-il ajouté.

Cet avertissement suivait immédiatement les déclarations faites par le président russe, Vladimir Poutine lors de sa dernière conférence de presse donnée au Kremlin avant son retrait de la présidence et selon lesquelles toute affirmation de l'existence d'un Etat du Kosovo serait « illégale, mal conçue et immorale ».

Poutine a avancé l'argument que la situation au Kosovo était du même type que les conflits séparatistes dans certaines parties de l'ancienne Union soviétique, telles que l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et la région du Trans-Dniestr et il a averti que la Russie serait forcée d'agir. « D'autres pays prennent soin de leurs intérêts. Nous avons fait nos devoirs et nous savons ce que nous avons à faire » menaça-t-il.

La crainte grandit que la Russie soutienne les demandes séparatistes, déstabilisant des alliés des Etats-Unis comme la Géorgie et l'Ukraine. En outre, il y a la crainte que la situation au Kosovo n'entraîne des revendications séparatistes à travers toute l'Europe. Le ministre des Affaires étrangères serbe, Vuk Jeremic, a mis en garde contre un précédent qui conduirait à « une cascade incontrôlée de sécessions ».

« Si la Serbie venait à être divisée contre sa volonté... cela pourrait en retour conduire à l'escalade de nombreux conflits existants, la réactivation de dizaines de conflits assoupis et l'instigation de je ne sais combien de conflits nouveaux » dit-il.

La Serbie a menacé d'imposer un blocus au Kosovo et de couper son approvisionnement en électricité et ses communications téléphoniques. Mais la réponse de Moscou est bien plus déterminante et menace elle, de déclencher un conflit direct avec les Etats-Unis.

Parlant à Moscou la semaine dernière Poutine, accompagné du président ukrainien Viktor Youchchenko, a dit que la Russie pourrait pointer ses missiles vers l'Ukraine si celle-ci rejoignait l'OTAN et acceptait le déploiement du bouclier de défense antimissile américain. « La seule pensée qu'en réaction à cela, la Russie dût pointer ses batteries de missiles nucléaires vers l'Ukraine est terrifiante. C'est ce qui nous inquiète », a dit Poutine.

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a accusé la Russie d'« intimider ses voisins ». Elle a déclaré que la « rhétorique répréhensible en provenance de Moscou [était]

inacceptable » et que Washington s'était « engagé pour l'indépendance et la souveraineté de l'Ukraine et celle d'autres Etats qui faisaient dans le temps partie de l'Union soviétique ».

C'est dans ce contexte que doit être jugée la décision de déclarer l'indépendance du Kosovo. En réalité, ce qui est créé ici n'est rien moins qu'un protectorat occidental. Il sera administré par l'UE mais agira en tant que fer de lance d'une offensive américaine plus générale contre une Russie renforcée grâce aux revenus lui venant du pétrole et du gaz naturel. Sous tous les aspects, elle représente une menace grave pour tous les peuples d'Europe et du monde entier.

La Serbie a nié vouloir réagir de façon militaire au Kosovo même et l'ex-leader du KLA, Thaci, a promis de protéger les droits des minorités et d'assurer « la sécurité de tous les citoyens ». Mais aucune de ces promesses ne vaut grand-chose.

La force de l'OTAN qui compte 16.000 hommes se prépare déjà à un conflit. Une moitié environ des populations serbes vit au sud de l'Ibar, dans des enclaves se trouvant au milieu d'une population à forte majorité albanaise. Le reste vit dans le nord du Kosovo, dans des territoires dominés par les Serbes et où vivent près de 5.000 Albanais. Dans la partie nord de la ville frontière divisée de Mitrovica, les dirigeants serbes ont annoncé qu'ils constitueraient leur propre parlement, qui sera seulement responsable devant Belgrade. Des troupes ont déjà érigé des barrières en ciment et en fil de fer barbelé.

On attend de l'Angleterre, déjà sous pression en Afghanistan et en Irak, qu'elle envoie un millier de soldats supplémentaires au Kosovo. Elle a placé son dernier bataillon de réserve, le Spearhead Lead Element, en standby pour être déployé. Parlant au quotidien *Daily Telegraph*, le major général Martin Rutledge, chargé de la police au Kosovo, a fait cette mise en garde « si mon administration se trompe, nous pourrions considérablement déstabiliser la situation dans les prochains mois. Je ne pense pas que c'est là une exagération. L'enjeu est très élevé. »

Le *Daily Telegraph* note que, pendant les neuf dernières années, « on a neutralisé les ambitions militaires des ex-dirigeants de l'Armée de libération du Kosovo en absorbant ses commandants dans le KPC (Kosovo Protection Corps) une force de défense civile qui fonctionne comme une brigade de pompiers et est partiellement armé ».

Cette force doit être réduite de moitié après l'indépendance. « Si nous perdions leur confiance, ils auraient toutes les chances d'aller faire des choses que nous ne voudrions pas qu'ils fassent », dit Rutledge. « Ils savent certainement où se trouvent les armes et comment avoir y avoir accès, alors il est très important de les dissoudre dans la dignité....Dans un tel contexte, il suffit que quelques personnes fassent quelque chose d'inapproprié ».

La crainte que n'augmente tant le conflit avec la Russie que les sentiments séparatistes dans d'autres régions a entraîné des divisions dans toute l'Europe : la Grèce, l'Espagne, Chypre, le Portugal, Malte, la Bulgarie et la Roumanie sont contre une déclaration d'indépendance. On s'attend à ce que certaines des 27 nations de l'Union européenne ne déclarent officiellement leur opposition à l'instauration d'un Etat du Kosovo aujourd'hui.

Ces événements ont poussé Simon Tisdall, du quotidien britannique *Guardian*, à avertir « d'un grand péril pour l'Europe....Lorsque l'ONU se retirera, le Kosovo deviendra effectivement un protectorat de l'Union européenne, se trouvera sous sa supervision

coûteuse et peut être pour toujours. Quant à savoir si les pays de l'Union européenne, divisés, chroniquement incapables de se fixer un objectif et confrontés aux nombreuses exigences pesant sur leurs ressources militaires et de Nation-building (comme en Bosnie, au Tchad, au Liban et en Afghanistan) sont à la hauteur de cette tâche, cela reste à voir ».

Article original en anglais, WSWWS, paru le 18 février 2008.

Copyright WSWWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Chris Marsden](#), [WSWS](#), 2008

Articles Par : [Chris Marsden](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca